

Dynamiques et enjeux régionaux du conflit libyen depuis 2014

Soraya Rahem



Étudiante en Master à l'institut français de géopolitique

Dans le cadre de la rédaction d'un mémoire de recherche à l'Institut français de Géopolitique, nous avons travaillé depuis septembre 2017 sur les dynamiques et les enjeux régionaux du conflit libyen. Il est question d'analyser les causes socio-politiques et économiques de la deuxième guerre civile libyenne et de déterminer dans quelles mesures ce conflit, initialement intra-étatique, est à appréhender selon un ensemble régional plus large. L'intérêt de ce sujet est également de voir comment cette conjoncture a mené les pays régionaux à se greffer à la guerre civile libyenne, tentant alors d'imposer des stratégies sécuritaires, de pouvoir et d'influence aux acteurs libyens.

Afin de comprendre ces processus transnationaux, il s'agit de s'intéresser au rôle des pays ayant une frontière commune avec la Libye : l'Algérie, la Tunisie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte. L'extension de la dimension régionale à certains pays du Golfe comme le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et la Turquie nous permet d'une part de comprendre l'intérêt et l'enjeu que

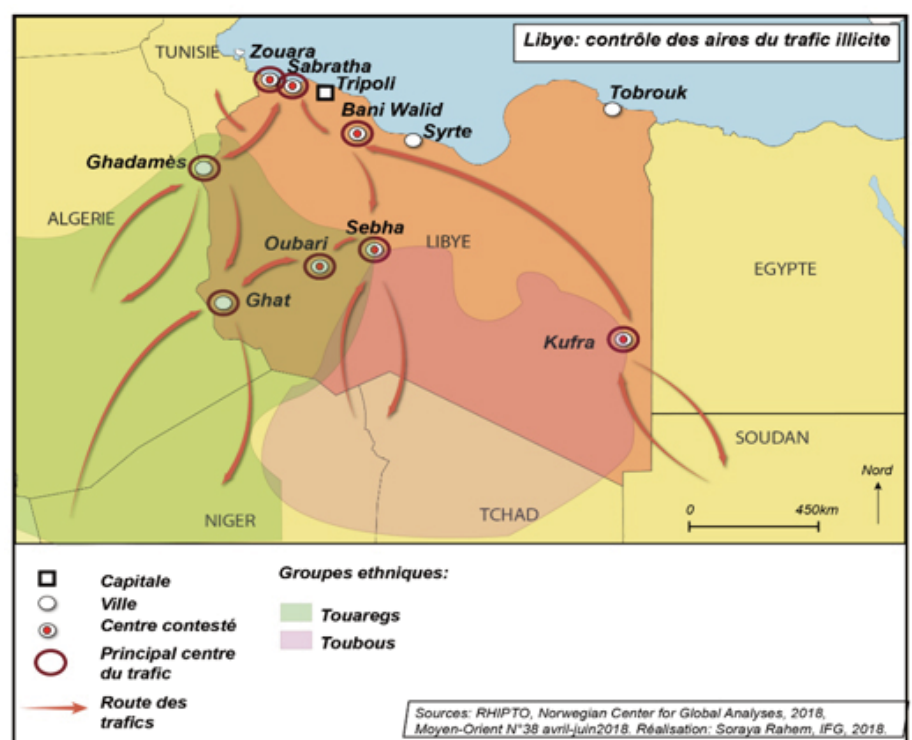
représente la Libye pour des pays plus éloignés et d'autre part d'étudier la construction de stratégies à différents ordres de grandeur.

Outre les lectures effectuées pour mener à bien ce mémoire, deux enquêtes de terrains ont nourri notre étude : l'une en Égypte (deux semaines), l'autre en Tunisie (deux semaines) où nous avons été reçue en accueil scientifique à l'IRMC. Ces voyages ont permis de mener des entretiens avec des citoyens libyens, chercheurs, militaires, diplomates et journalistes. Ce choix a représenté une solution au fait qu'il n'ait pas été possible de se rendre en Libye dû à la situation sécuritaire actuelle.

Notre objet de recherche est fondé sur l'hypothèse que, les dynamiques du conflit libyen, initialement intra-étatiques, dépendent désormais des

enjeux des acteurs régionaux. Lesquels enjeux sont eux-mêmes générés par les manières de voir, les manières de penser ainsi que les intérêts stratégiques des différents acteurs.

Dans le cadre de cette étude sur les représentations et les enjeux régionaux du conflit libyen, un raisonnement géographique établi selon différents niveaux d'analyses est nécessaire : l'analyse diatopique nous a permis de construire une réflexion selon différents ensembles géographiques de différents ordres de grandeurs afin de mettre en valeur l'intensité de l'interdépendance sécuritaire de pays appartenant à une même région. Par ailleurs, une observation diachronique est primordiale pour comprendre les points de vue de chaque protagoniste et pour déceler les enjeux liés à ce



Axes de recherche

conflit : cette étude, se fonde sur un raisonnement historique afin de saisir les aspects contemporains et de déterminer les rivalités de pouvoirs en présence.

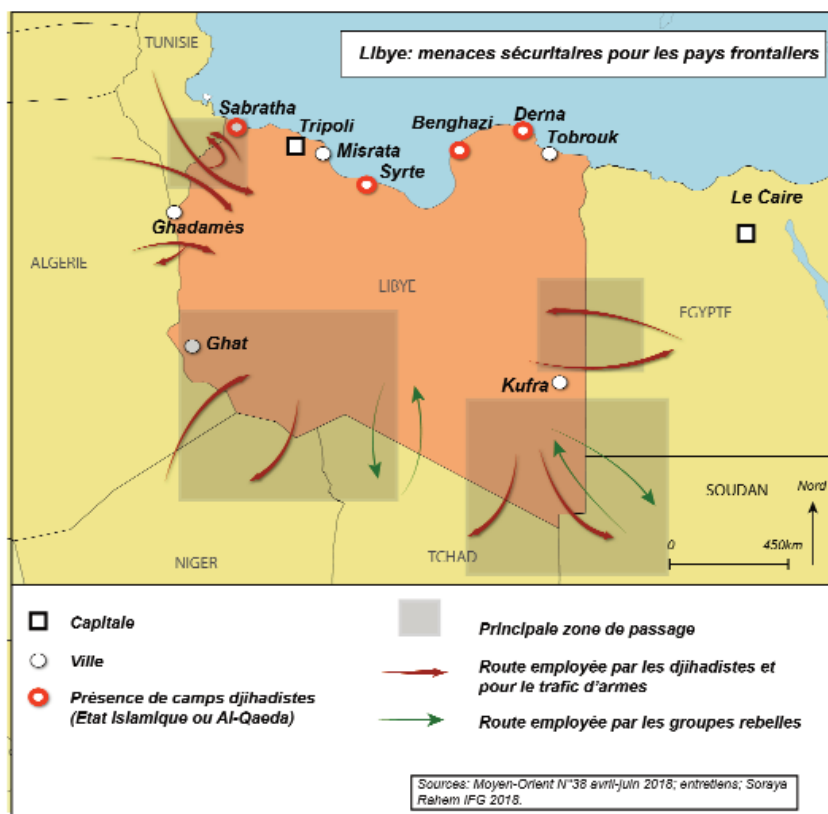
islamistes – empêchent d’avoir une vision claire des antagonismes. On a plutôt l’impression d’un jeu permanent d’alliances et de contres alliances, de tactiques évoluant en

déroulement des bouleversements de la sphère politique permet de dépendre le tableau d’une société libyenne fragmentée : l’année 2014 qui devait annoncer pour le pays la fin d’une période transitoire prolonge finalement et intensifie le processus de rupture (présence de deux gouvernements) engagé à la suite des événements de 2011. Les antagonismes issus du printemps arabe libyen semblent toujours structurer les dynamiques politiques et les animosités au sein du corps social. Certes, les configurations et les mécanismes ont évolué, cependant, les divergences des représentations et des intérêts participent à polariser les rivalités au sein du territoire libyen. Les dynamiques relatives à la sphère politique de 2014 à 2018 ne nous permettent de saisir que partiellement la complexité de la fragmentation des représentations et des intérêts du champ social qui semble profondément marqué par un retour aux identités primaires et à une forte « milicisation ». En effet, le territoire incarne un enjeu primordial et génère de multiples conflits au sein de la guerre civile : l’effondrement de l’économie en Libye participe à consolider une économie parallèle à travers l’emploi des routes ancestrales du commerce caravanier qui traversaient le Nord de l’Afrique. Aussi, les rivalités de pouvoir sont exacerbées par la volonté de certains groupes de dominer les aires stratégiques du commerce de produits de contrebande dans le pays et aux frontières.

À partir de 2014, le conflit se transforme de plus en plus en apparence comme une ou des guerres par procuration. Cette thématique, nous a amené à aborder les aspects historiques, socio-culturels, anthropologiques et géographiques afin d’éclaircir les données géopolitiques du conflit actuel. Bien que le conflit libyen puisse être envisagé à travers le prisme d’une « guerre par procuration », cette considération ne permet pas de mettre en évidence toute la complexité de la situation. D’une part, la multitude des acteurs – tant à l’échelle régionale que locale –, les stratégies et les objectifs que les uns et les autres tentent de poursuivre, l’absence d’institutions, le vide idéologique qui a succédé à la guerre froide – à l’exception peut-être des

fonction des intérêts du moment, que de stratégies ou d’antagonismes idéologiques clairement définis. Ce pragmatisme conjoncturel, la difficulté des acteurs extérieurs à établir des alliances stables, à l’échelon local, tout cela, donne l’impression d’un retour aux seigneurs de guerre. Tout en maintenant notre intérêt pour la notion de guerre par procuration, nous nous sommes intéressés à la manière dont les acteurs eux-mêmes envisagent le conflit, à la notion de menace, ainsi qu’aux pratiques relevant tout de même de l’ingérence ou de la guerre indirecte.

On assiste, durant la période post-printemps arabe, à une polarisation des rivalités politiques et sociales intra-libyennes. Aussi, analyser le



s'agit donc d'étudier un conflit intra-étatique dans sa dimension régionale. Quels sont les enjeux sécuritaires générés par le conflit libyen pour les pays frontaliers et comment ces derniers réagissent-ils face à la menace ?

Il est question d'entrevoir les corrélations existantes entre la présence de mouvements jihadistes, notamment l'Organisation de l'État islamique en Libye et les problématiques sécuritaires que cela peut engendrer pour les pays frontaliers. De plus, la faiblesse du gouvernement libyen face au poids des milices, les inimitiés tribales relatives au contrôle du territoire et la situation économique en Libye sont des éléments ayant, d'une part, favorisé la dispersion en grande quantité d'armes de petit calibre et d'artillerie lourde sur le territoire et, d'autre part, encouragé la déstabilisation de la région. Nous nous intéressons dès lors à montrer comment l'ensemble régional interagit, participe et s'enchevêtre dans les dynamiques sécuritaires libyennes. Les différentes réactions des pays voisins face à la menace libyenne sont finalement à appréhender à travers l'analyse des ressorts socio-politiques et économiques internes propres à chacun, bien que les positions de chaque pays voisin soient biaisées par l'existence d'une frontière commune avec la Libye. Ces multiples représentations mènent *de facto* la plupart des gouvernements étrangers à se positionner en faveur de quelques groupes libyens créant ainsi des alliances de convenances animées par des stratégies communes mais des intérêts divergents.

Nous nous sommes finalement intéressée aux enjeux menant certains pays plus éloignés géographiquement, à s'investir dans le conflit

libyen : l'implication de quelques pays du Golfe (Émirats arabes unis, Qatar) ainsi que de la Turquie dans le tumulte libyen révèle l'importance du domaine idéologico-religieux. L'implication, directe ou indirecte, de ces acteurs dans le conflit est animée par une divergence des représentations quant à la perception de la menace : l'Islam politique est un élément qui, depuis les printemps arabes, incarne un facteur d'instabilité pour certains gouvernements ou apparaît comme un modèle pour

terrain d'affrontement pour ces pays qui cherchent à s'imposer et à étendre leur influence à travers le soutien de certains acteurs libyens. Il s'agit d'étudier les nouvelles dynamiques qui relèvent d'un jeu d'affrontements idéologiques et stratégiques et procèdent à un bouleversement des alliances au Proche et au Moyen-Orient. Par ailleurs, il est question de comprendre que la Libye n'est qu'un terrain de plus permettant aux puissances régionales de s'affronter indirectement et de créer un



© kapitalis.com/tunisie/2016

d'autres et mène *de facto* les États de la région à se positionner et à nouer des alliances.

Notre analyse tend tout de même à relativiser l'enjeu que représente ce champ idéologico-religieux : l'implication de ces puissances étatiques en Libye relève finalement plus d'un jeu de puissance à travers la recherche du meilleur positionnement stratégique (obtenir les marchés de reconstruction et des positionnements militaires pour un accès aux mers). Le conflit libyen apparaît être un

environnement qui leur est favorable donnant ainsi lieu à des ingérences.



© atoo.ci/2017